

Claude Guéant : « Nicolas

Inoxydable Claude Guéant. De tous les bons coups – et les moins bons, aussi – aux côtés de Nicolas Sarkozy, il reste d'une impressionnante loyauté au président de la République. Courbant l'échine sans se rompre les os sous le flot incessant des critiques qui, jusque dans son propre camp, ont ponctué chacune de ses déclarations, disons malheureuses, de ces derniers mois. Et pendant que certains, à l'UMP, sentant la défaite consommée avant même qu'elle n'ait été prononcée, ont déjà le regard tourné vers les législatives pour conserver leur poste à l'Assemblée, le ministre de l'Intérieur croit « plus que jamais » en la victoire du président-candidat. Alors en nous recevant hier place Beauveau, l'ancien secrétaire général de l'Élysée a fait fi de la morosité ambiante, démontant pied à pied le pro-

gramme de François Hollande pour mieux valoriser celui de Nicolas Sarkozy, le seul « crédible » à ses yeux. Et puisqu'il faudra bien aller « draguer » des voix sur d'autres terrains de chasse que l'UMP en prévision d'un second tour qui s'annonce plus que périlleux pour le sortant, qui mieux que le M. Sécurité du gouvernement pour monter au créneau et ramener vers le troupeau présidentiel les brebis égarées du côté de Marine Le Pen? Claude Guéant assume un discours très à droite et avait hier de bonnes raisons de jubiler : les chiffres de la délinquance pour le premier trimestre 2012 sont bons. Ceux de la sécurité routière aussi. Très porteur à dix jours de l'échéance électorale. Suffisant pour changer le cours des choses?

ANDRÉ FOURNON
ET CHRISTIAN HUAULT



Claude Guéant : « En mars, la délinquance générale est en baisse de 7,63% ».

(Photos Philippe Dobrowska)

« Chaque année depuis neuf ans, la délinquance est en recul »



Comprenez-vous que la sécurité ne soit pas une priorité pour les Français?

Détrompez-vous, les gens parlent de sécurité et je considère très important que les candidats en parlent aussi. Nicolas Sarkozy a un bilan et des propositions parfaitement claires, alors que les propositions que fait François Hollande vont toutes à rebours

des intentions martiales qu'il affiche. Mais dans la situation actuelle, je comprends aussi que les Français se soucient d'abord d'emploi, de lutte contre le chômage et de leur pouvoir d'achat. Et si la sécurité ne les préoccupe plus comme il y a quelques années, c'est aussi peut-être qu'ils estiment que nous avons répondu à leurs attentes.

Hollande propose de recruter 5 000 gendarmes et policiers. Regrettez-vous les baisses d'effectifs de vos services?

Une fois encore, dans le domaine de la sécurité, François Hollande demande toujours plus. Nous avons limité les recrutements dans la police et la gendarmerie. Néanmoins, les résultats ont toujours été au rendez-vous. Chaque année depuis neuf ans, la délinquance est en recul.

Pourquoi avez-vous refusé l'audition des chefs de service de renseignement par la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois?

La ficelle était un peu grosse. Cette audition, devant une commission qui n'est pas institutionnelle, visait, pour la gauche à faire le procès public de l'intervention de la police dans l'identification et l'arrestation de Merah. Le Conseil des ministres arrêtera ce mercredi un projet de loi conforme à ce que le président de la République a annoncé pour lutter plus efficacement contre la menace terroriste. Il sera soumis aux commissions compétentes des assemblées.

Sait-on combien de personnes liées à l'islamisme radical sont suivies en France?

Il y en a plusieurs centaines, concernées par une surveillance qui s'exerce en France mais aussi à l'étranger. C'est d'ailleurs grâce à une coopération très suivie avec un certain nombre de services à l'étranger, que nous connaissons une partie de l'histoire de Merah.

Pourquoi vous a-t-on accusé d'électorisme avec les suites données à cette affaire?

Les opérations d'interpellation et de placement en garde à vue sont conduites et décidées par des juges. Ce n'est donc pas une affaire de gouvernement. Après la mort de Merah, nous avons constaté une certaine élévation du niveau de la menace au moins dans les propos chez certaines personnes que nous suivons. Enfin, nous sommes en situation de responsabilité. Ce n'est pas parce qu'il y a des élections que

nous allons laisser se développer des menaces contre la sécurité de nos concitoyens.

Comment mettre un terme aux règlements de compte en série à Marseille?

Nous menons une lutte acharnée contre les détentions d'armes en multipliant les opérations coup-de-poing dans les caves, les parties communes des immeubles à Marseille où les saisies d'armes ont augmenté de 67% par rapport l'année précédente, soit plus de 500 saisies. Au plan national, en un an, nous sommes passés à peu près de 2700 saisies d'armes en 2010 à 4000 en 2011. Nous avons également augmenté les effectifs pour lutter contre les trafics de stupéfiants. Plus de 500 personnes ont été interpellées depuis l'automne à Marseille.

Sécurité : les bons chiffres du 1^{er} trimestre

Claude Guéant a profité de cet entretien pour diffuser les chiffres de la sécurité en France au cours du premier trimestre 2012.

Délinquance - La délinquance générale qui rassemble tous les faits de délinquance et de criminalité, est en baisse de 4,32% soit 37000 faits de moins par rapport au premier trimestre 2011. Les atteintes volontaires à l'intégrité physique baissent également de 0,22%, tout comme les atteintes volontaires aux biens (-2,42%) et les infractions économiques et financières (-21,58%).

Sécurité routière - Bons résultats en matière de sécurité routière également. En 2011, on a dénombré 3970 morts sur les routes de France et au premier trimestre 2012, le nombre d'accidents a baissé de 6%, celui des blessés hospitalisés est en recul de 10% et le nombre de

morts de 13%. « 773 ont perdu la vie contre 895 », précise Claude Guéant qui affirme qu'il n'y a pas de fatalité, ajoutant que l'objectif de moins de trois mille morts sur les routes est atteignable. « Notre défi est celui de l'alcoolémie », insiste le ministre. Si on dénombre 750 morts dues à la vitesse, on en compte encore 1200 provoquées par l'alcool. Des mesures supplémentaires sont prises notamment avec l'équipement en éthylomètre des établissements qui servent de l'alcool la nuit et à compter du 1^{er} juillet, un éthylotest devra se trouver obligatoirement dans les voitures. Le programme d'installation de radars continue. Aux trois mille déjà en place viendront s'ajouter quatre cents de plus cette année.

Immigration - La maîtrise des flux migratoires et la réduction de l'immigration légale sont en marche. Le nombre des titres

délivrés pour le regroupement familial a diminué de 30%, et ceux pour l'emploi salarié de 56%. Concernant les séjours irréguliers « depuis 2007 nous avons procédé à 143000 reconduites à la frontière », précise Claude Guéant, « en 2011, il y en a eu 33000 dont 10000 retours volontaires ». En janvier et février les reconduites ont augmenté de 63% (6395). « Nous sommes sûrs de reconduire plus de 9000 personnes au premier trimestre et l'engagement de 35000 reconduites prévues pour 2012 sera largement tenu », a confirmé le ministre.



« La Corse connaît depuis longtemps des violences »

Trois morts ce week-end en Corse. Sept depuis le début de l'année. Quelle réponse apportez-vous à cette inquiétante situation?

La Corse connaît depuis longtemps des violences. Avant 2001, on dénombrait entre quarante et cinquante homicides par an. Depuis 2001, trente à trente-cinq. En 2011, vingt-deux et depuis le début de l'année sept dont trois ce week-end. Pour l'essentiel ce sont des conflits d'ordre privé sur fond de délinquance, une situation très différente par rapport à ce qui se passait autrefois même si certains peuvent être connotés par un passé politique engagé. L'année dernière, 55% des crimes ont été élucidés et depuis dix ans, nous avons procédé à 1300 interpellations en Corse dans le cadre d'affaires d'homicides. Mais cette violence spécifique ne concerne pas les Corses en général. La délinquance quotidienne dans l'île est en recul constant et en ce début

d'année encore de 12,5%.

Les méthodes utilisées par les auteurs des attentats de ce week-end montrent leur détermination.

La plupart des homicides se font par arme à feu, mais là, nous sommes face à un mode opératoire exceptionnel et très dangereux qui présente forcément un risque de dégâts collatéraux tout à fait important.

Que faites-vous contre ceux qui exercent des pressions sur des élus?

Les homicides sont la partie la plus visible de la criminalité en Corse, mais il y a aussi une criminalité beaucoup plus discrète qui est souvent la cause des homicides. Sur fond de programmes immobiliers ou de marchés publics lorsque certains essaient de fausser les règles du jeu à leur profit et mènent des opérations de pression sur les élus. Un très gros travail est fait pour mettre un terme à ces pratiques d'un autre âge.

Sarkozy, un vrai chef d'État »

« Un programme crédible »

À moins de deux semaines du 1^{er} tour, croyez-vous toujours en la victoire de Nicolas Sarkozy?

Plus que jamais. Il nous faut un président dont le programme soit crédible, qui nous permette de retrouver des fondamentaux économiques sains. À cet égard, celui de François Hollande ne peut s'analyser que comme un programme de dépenses publiques et d'impôts supplémentaires. C'est exactement l'inverse de ce qu'il faut faire. Il faut redonner le goût et le sens de l'initiative et maîtriser les dépenses publiques. Le programme de Nicolas Sarkozy est crédible, il est à l'unisson de celui de nos partenaires Européens. Celui de François Hollande aurait une conséquence certaine : la défiance immédiate des marchés et donc l'augmentation des taux d'intérêt et la mise sous tutelle de la France par les marchés. Nicolas Sarkozy est

un vrai chef d'État, il a le respect de ses pairs, il a montré sa capacité d'initiative et d'innovation. **Nicolas Sarkozy s'engage à rétablir les comptes publics en 2016, moyennant un coût de 115 milliards d'euros. Les Français vont-ils encore devoir se serrer la ceinture?** Tous les experts le disent, c'est François Hollande qui demande aux Français de se serrer la ceinture avec 50 milliards d'impôts de plus. Le programme de Nicolas Sarkozy est juste et équilibré. Il permet de concilier le rétablissement des grands équilibres fondamentaux de notre économie et la reprise de l'activité. **S'il est réélu, Nicolas Sarkozy dit vouloir présider différemment. A-t-il vraiment changé?** Quand on exerce le pouvoir pendant cinq ans, on est forcément différent. Il est de bon ton de brocarder ce sentiment qu'il exprime, mais moi qui l'ai suivi

quotidiennement, je sais qu'il a changé. L'actualité vous rend plus humble. **Lui concédez-vous des erreurs?** Qui n'en fait pas? Mais, les erreurs qui ont été pointées du doigt, s'inscrivaient dans un changement profond de l'environnement économique. Peut-être n'a-t-on pas assez parlé de la crise car le Président et François Fillon n'ont eu de cesse d'en atténuer ses effets. En 2009, la récession en France a été moitié moindre de ce qu'elle a été en Allemagne. Parce qu'il y a eu un plan de relance en particulier. Quant au chômage, s'il n'y avait pas eu la crise, nous serions restés sur la tendance qui devait nous amener à 5% de taux de chômage. Puisque vous souhaitez que je vous cite une erreur, je dirai que c'est d'avoir tardé à supprimer le bouclier fiscal. Il était justifié en 2007, mais nous n'avons pas réagi suffisamment vite face au



sentiment qu'ont eu les Français, dans la crise, que c'était injuste.

Les courbes se sont inversées au 1^{er} tour, mais comment combler l'écart qui demeure au second entre François Hollande et Nicolas Sarkozy?

Quand ils ne seront plus que deux face-à-face, c'est la question de la crédibilité qui se posera. Les Français devront répondre à la question suivante : qui est le plus capable pour diriger la France pendant cinq ans dans un contexte économique, politique, qui reste difficile?

« Je n'ai aucun état d'âme »

Cela vous dérange-t-il que l'on vous associe parfois à l'idéologie du Front national?

Ce qui me dérange c'est qu'on m'associe à un parti avec lequel je n'ai rien de commun. Ce qui ne me dérange pas du tout, en revanche, c'est qu'on dise que j'essaie de répondre aux inquiétudes, aux attentes de mes concitoyens. Et si certains qui étaient déçus au point de se tourner vers Mme Le Pen reviennent vers nous car nous apparaissions comme crédibles sur ces sujets et bien tant mieux. **Vous ne regrettez pas d'être parfois allé trop loin dans vos déclarations en stigmatisant telle ou telle communauté comme les Roms?**

Je n'ai jamais utilisé le terme de Roms. En revanche, c'est mon devoir d'identifier les problèmes qui se posent pour mieux les résoudre. Or, le ministère de la Justice nous dit que 10% des personnes qui sont déférées à Paris sont de nationalité roumaine.

C'est donc un vrai problème. Et cette identification étant faite, cela me permet de travailler avec les autorités roumaines pour démanteler les réseaux. Dans les prochaines semaines, nous devrions d'ailleurs grâce à cette coopération, mettre fin aux agissements d'un très gros réseau d'exploiteurs de misère. Il faut savoir parler vrai et cela ne sert à rien de nier les réalités.

Et sur les civilisations?

J'ai entendu tout et n'importe quoi, que j'appellais à la guerre des civilisations, ou bien que je faisais des différences entre les races. Rien de tel. J'ai simplement dit qu'une civilisation qui promeut les droits de l'homme est meilleure qu'une civilisation qui les foule aux pieds. Et je pense qu'y compris dans une campagne électorale, les Français doivent réfléchir à cela.

Vous avez mal vécu les critiques de votre propre camp sur ces sujets? Je n'ai aucun état d'âme...